



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Revue de presse

2 novembre 2015

La presse locale vient énoncer les principaux sujets qui méritent d'être abordés ouvertement avec les dirigeants actuels, tout en rappelant les attentes de la population et le concept de redevabilité. Ces propositions de sujets s'inscrivent dans le cadre du face-à-face entre l'Exécutif et le Législatif ; et de la conférence de presse que le Président de la République devrait tenir, tous deux prévus pour cette semaine. Dans un tout autre volet, l'entreprise Tiko enclenche une bataille judiciaire contre l'Etat, dans l'affaire sur le terrain d'Andohatapenaka.

Processus électoral

RETOUR SUR LE DEVANT DE LA SCENE DE L'ANCIEN PRESIDENT DE LA CENIT

La composition de la CENI est presque bouclée. La CENI sera dirigée par Hery Rakotomanana, ancien Bâtonnier, connu pour avoir dirigé la première CENI de la Transition. Thierry Rakotonarivo et Olivier Ramahadison occupent la vice-présidence, tandis que Ernest Razafindraibe et Fano Rakotondrazaka ont été élus rapporteurs. Pour leur part, Fanomezantsoa Rakotonirina ainsi que Charles Randriarimanana sont élus conseillers. Notons que Hery Rakotomanana était l'organisateur du très contesté référendum constitutionnel de 2010 ; puis démis de ses fonctions après la signature de la Feuille de Route. Ayant ensuite constitué une nouvelle organisation de la société civile dénommée Groupe des Experts Nationaux, Hery Rakotomanana a été parmi les rédacteurs des rapports d'observation électorale particulièrement acerbes et critiques vis-à-vis de la CENIT. Les priorités fixées par Hery Rakotomanana sont de mettre en place les démembrements de la CENI et de déterminer le budget nécessaire en vue des élections sénatoriales. (Madagascar-Laza, p. 3)

- *Cette nouvelle CENI prend un air de CENIT, selon Takoritsika (p. 2). C'est ce même président de la CENIT, prédécesseur de Béatrice Atallah, qui assure maintenant la présidence de la CENI. Des doutes planent quant à l'indépendance de cette entité électorale dirigée par des anciens hommes de la Transition.*
- *Il existe actuellement deux entités électorales en fonction, à savoir la CENI et la CENIT. Certains membres de la CENIT ont été élus pour siéger au sein de la CENI. Cette promiscuité ne respecte pas le cadre légal, compte-tenu du régime d'incompatibilité énoncé à l'article 22 de la loi sur la CENI. « Il faut faire quelque chose », a déclaré Félix Rabekijana, vice-président du Comité national d'observation des élections ou KMF/CNOE, lors de la passation de service entre lui et le désormais ancien président du KMF/CNOE, Ernest Razafindraibe, qui a eu lieu le week-end dernier. (La Vérité, p. 3)*
- *Philibert Hervé, secrétaire général du ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation en exercice, a été élu représentant de la Haute Cour Constitutionnelle auprès de la CENI. (Takoritsika, p. 2)*

Relations Internationales

HERY RAJAONARIMAMPINANINA : DE RETOUR DE L'INDE

Le Président de la République est rentré de l'Inde, hier en fin de soirée. La traditionnelle rencontre avec la presse à son arrivée, n'a pas eu lieu. En compensation, la Présidence annonce que le Chef de l'Etat tiendra une conférence de presse dans le courant de cette semaine. Plusieurs questions attendent le président de la République, notamment au sujet du délestage, ou encore des Iles Eparses et les relations avec l'Assemblée nationale, ainsi que la diplomatie. (L'Express de Madagascar, p. 5), (Tia Tanindrazana, p. 2)

- *Dans son discours lors du 3^{ème} Forum Inde-Afrique qui s'est tenu à New-Delhi, le Président*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Hery Rajaonarimampianina a invité les investisseurs indiens à profiter des opportunités offertes par les projets qui se mettent en place dans la Grande Île, dans le cadre d'un partenariat gagnant-gagnant. Ces projets touchent plusieurs secteurs, dont l'agriculture, l'énergie, les infrastructures, l'éducation, la santé, et les nouvelles technologies. (Midi Madagasikara, p. 3), (Madagascar-Laza, p. 2)

- *Le Président évite les journalistes, lance d'emblée Madagascar-Laza (p. 3). Et pourtant, les journalistes avaient une batterie de questions à lui poser, entre autres sur le dossier Iles Eparses, sur lequel il n'a pas voulu polémiquer un mois plus tôt.*

REVENDEICATION DES ILES EPARSEES : « UNE DEMARCHE APPUYEE PAR LES PAYS DU BRICS »

La Conférence sur les Îles éparses organisée par James Ratsima, du Front patriotique Malagasy et un groupe de parlementaires, ouvre ses portes ce lundi 2 novembre au Live Hôtel d'Andavamamba. Interrogé sur ses intentions, James Ratsima a indiqué que ce mouvement s'apparente à « une revendication des droits du peuple malgache, et non à un acte de déstabilisation du régime actuel ». La démarche a reçu l'appui des pays du BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), a-t-il fait savoir. D'ailleurs, des rendez-vous en haut-lieu avec des autorités des pays amis de Madagascar, notamment de la Russie, sont prévus. La porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova s'est exprimée sur le sujet, vendredi dernier dans un journal en ligne. Fustigeant la position française dans le dossier ukrainien et celui de la Crimée, elle a déclaré : « Comment Paris pourrait argumenter sa politique envers les territoires contrôlés par la France, dont l'île de Mayotte et les Iles Eparses ? » (Madagascar-Laza, p. 2)

- *Parmi les anciens Chefs d'Etat attendus au Live Hôtel, l'on peut penser à Didier Ratsiraka, qui a fait de ce sujet son cheval de bataille à la fin des années 1970 et qui a obtenu une résolution des Nations unies en faveur de Madagascar. Concernant l'ancien président de la Transition, Andry Rajoelina, la présence des députés rattachés au groupement MAPAR montre son intérêt à la cause. Par contre, on ignore encore la position de Albert Zafy et de Marc Ravalomanana. (La Gazette de la Grande Île, p. 5)*
- *Cette année, la France a insulté Madagascar par deux fois. On se souvient que lors de la 9^{ème} édition des Jeux des Iles de l'Océan Indien, Catherine Paoli, du comité d'organisation, a arraché le drapeau malgache des mains d'une athlète malgache. Trois mois plus tard, avec la même impudeur, Véronique Vouland-Aneini, ambassadeur de France remet le couvert en déclarant que « Les Iles éparses sont françaises ». Ces provocations arbitraires à répétition et à sens unique, montrent qu'il n'est pas opportun que le Sommet de la Francophonie se tienne à Antananarivo en 2016. (La Gazette de la Grande Île, p. 4)*
- *Le Président malgache avait déjà abordé cette question avec son homologue français François Hollande le 19 septembre dernier. Il a été décidé entre les deux Présidents, la mise en place d'une plateforme composée des ministères des Affaires étrangères malgaches et français. Madagascar-Laza (p. 3)*

Politique

LE GOUVERNEMENT CONVOQUÉ AU PARLEMENT

Selon l'ordre du jour de l'Assemblée nationale, la séance de questions-réponses entre les députés et le gouvernement est prévue pour ce 6 novembre dans l'après-midi. Le même jour, mais durant la matinée, le Premier ministre et les ministres en charge de la Sécurité feront l'objet d'une interpellation orale par les parlementaires, au sujet de l'affaire impliquant le député Mara Niarisy. Les membres du gouvernement risquent d'être bousculés, selon la présidente de la commission juridique au sein de l'Assemblée nationale, Marie Thérèse Volahaingo, dans la mesure où le principe

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



de l'immunité parlementaire n'avait pas été respecté dans le traitement de ce dossier « Mara Niarisy ». D'ailleurs, l'opération « Fahalemana » sera un sujet fréquemment repris lors de la séance de questions-réponses de l'après-midi. Et pour cause, de nombreuses exactions ont été répertoriées, et des explications de la part du gouvernement s'imposent, a déclaré le député Hajanirina Ramaherijaona. Ceci étant, le déroulement-même de la séance devrait épargner le gouvernement puisque durant les précédents face-à-face, les membres du Législatif ont toujours accaparé la parole. **(L'Express de Madagascar, p. 3), (La Gazette de la Grande Île, p. 5)**

- En principe, le gouvernement aura à défendre ses réalisations dans le cadre de la deuxième série du Rapid Results Initiative. Mais en fait, le gouvernement sera attendu à Tsimbazaza sur diverses autres réalités qui touchent la vie de la Nation et le quotidien de la population, à commencer par le délestage, le Mémoire de stabilité, en passant par la famine et l'insécurité dans le Sud, sans oublier l'abattoir d'Andohatapanaka et la loi de finances rectificatives 2015. Les députés soulignent, à ce propos, que faute d'argent, l'Assemblée nationale comme les autres institutions étatiques, ne fonctionne pas correctement. **(Midi Madagasikara, p. 3)**
- En attendant cette date du 6 novembre, la situation interne au sein de l'Assemblée nationale risque de connaître un revirement à 180 °, car les initiateurs de la destitution du Bureau permanent auraient déjà récolté un peu plus de 90 signatures. Des parlementaires ont révélé, en effet, que les membres du bureau permanent traitent les députés de manière inéquitable. En effet, pour des formations à l'étranger ou des voyages diplomatiques prévus de longue date et selon une liste bien établie, il arrive que les noms de certains parlementaires soient remplacés par ceux d'autres personnes recommandées personnellement par l'un des membres du bureau permanent. Pire, certains députés sont systématiquement recalés pour laisser place à d'autres, sans qu'ils soient avertis au préalable. **(Madagascar Matin, p. 2)**

ELECTIONS SENATORIALES : LES FORMATIONS POLITIQUES SE MOBILISENT

Les écuries politiques s'activent pour sélectionner leurs candidats aux élections sénatoriales. La plupart des formations politiques prévoient de tenir une réunion cette semaine, afin de désigner les têtes de liste de candidats. Les élections sénatoriales se feront au scrutin de liste, qui comptera 7 colistiers et 3 suppléants. **(L'Express de Madagascar, p. 5)**

- Les dirigeants du parti politique Leader Fanilo s'exprimeront cette semaine sur l'engagement du parti aux élections sénatoriales du 29 décembre. Une réunion du bureau politique dirigé par Jean Max Rakotomamonjy, président national du parti et non moins président de l'Assemblée nationale est prévue se tenir ce 3 novembre. La formation décidera de la conduite à tenir sur les sénatoriales à cette occasion. **(Madagascar-Laza, p. 2)**
- Christine Razanamahaso, coordinatrice nationale du groupement MAPAR a déclaré que ce parti se prépare aux élections sénatoriales. La formation politique s'apprête également à l'organisation de ses assises nationales, programmées pour le mois prochain. Une occasion de rassemblement qui devrait se tenir avant les sénatoriales. Ces assises marqueront surtout le retour d'Andry Rajoelina sur le devant de la scène politique en sa qualité de président national du MAPAR. **(La Vérité, p. 4)**
- Le Sénat n'est pas encore en place 21 mois après l'investiture du Chef de l'Etat, si cela aurait déjà dû être fait au plus tard un an après cette investiture. C'est seulement aujourd'hui que le régime s'empresse d'organiser les élections sénatoriales. Le ministre de l'Intérieur considère cette élection non seulement comme une priorité ; mais aussi une preuve de respect, voire de redevabilité envers le peuple. Or, force est de reconnaître que la mise en place du Sénat n'est pas une priorité pour la majorité de la population, de l'avis de **Madagascar Matin. (p. 2)**

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



Ce projet est financé par l'Union européenne



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Economie et société

LITIGE FONCIER AVEC L'ETAT : TIKO LANCE UNE RIPOSTE

Lors d'une conférence de presse organisée au siège du parti TIM, l'avocat de la société TIKO, Me Hasina Andriamadison a annoncé l'intention de l'entreprise de porter plainte contre l'Etat, au motif d'une irrégularité dans l'attribution des titres du terrain d'Andohatapenaka à la société SEIMAD. Selon la défense de Marc Ravalomanana, l'Etat devait d'abord demander l'annulation du contrat de vente conclu avec l'entreprise TIKO en 2008 avant d'attribuer la propriété du terrain à la SEIMAD. Seul le Tribunal a le pouvoir d'annuler l'acte de vente, mais aucune demande s'y rapportant n'a été enregistrée. Dans ce cas, l'Etat a fait une double vente, conclue l'avocat de Ravalomanana. De son côté, le directeur général des Services fonciers a argué qu'en 2008, le ministère de l'Aménagement du territoire avait seul compétence pour signer un contrat relevant du terrain domaniale. Or, ledit contrat a été conclu avec le ministère de l'Agriculture. Et il n'y pas eu de requête pour annulation auprès du Tribunal car l'acte n'est pas inscrit dans le Livre foncier. L'acte de vente peut ainsi être considéré comme inexistant. (L'Express de Madagascar, p. 5), (Les Nouvelles, p. 2), (La Vérité, p. 3), (Tia Tanindrazana, p. 3), (Takoritsika, p. 3)

- L'avocat de Marc Ravalomanana, Me Hasina Andriamadison s'interroge si la société SEIMAD est en connaissance de cause de cette double vente conclue par l'Etat avec elle et avec l'entreprise TIKO ; et si celle-ci est en possession d'un permis de construire. Il en ressort également que la mairesse d'Antananarivo, Lalao Ravalomanana n'a pas délivré de permis de démolition, qui relève normalement de ses compétences. En tout cas, la SEIMAD est déjà à pied d'œuvre pour la construction du Village de la Francophonie. (Midi Madagasikara, p. 2)
- Madagascar-Laza rappelle qu'à l'époque où ce contrat entre TIKO et l'Etat avait été conclu, Marc Ravalomanana était alors président de la République. Ne s'est-il pas imposé dans l'opération de cession ?, s'interroge le journal. (p. 2)
- Le groupe parlementaire TIM devrait profiter du face-à-face avec les membres du gouvernement, à la date du 6 novembre, pour aborder le conflit sur le terrain d'Andohatapenaka, litige opposant Marc Ravalomanana et l'Etat. (L'Express de Madagascar, p. 3)

LE SALAIRE MINIMUM A 1.700.000 ARIARY POUR LE SYNDICAT SEKRIMA

Le syndicat chrétien malgache ou SEKRIMA suggère d'augmenter le salaire minimum à 1.700.000 Ariary, compte-tenu de l'inflation et du coût de la vie, si le salaire minimum d'embauche pour un salarié de catégorie M1 est actuellement de 133.000 Ariary selon le Code du travail. Pour ce syndicat, une révision de ce salaire minimum s'impose en vue de la Nouvelle politique de l'Emploi. L'enjeu est de taille, pourtant, car cette rémunération médiocre reste une bonne image pour attirer les investisseurs et que si la délocalisation est en vogue, c'est parce que les opérateurs économiques ne veulent pas payer autant de salaire pour les employés. D'autant plus que la politique du gouvernement consiste à séduire plus d'investisseurs à travers une main d'œuvre bon marché. (Madagascar-Laza, p. 4)

- Les dirigeants actuels tendent à accuser les dirigeants successifs d'être responsables de la persistance de la pauvreté et du faible pouvoir d'achat des ménages malgaches. Ils semblent oublier que lors de leur propagande électorale, ils avaient promis de trouver des solutions dans les quelques mois après le début de leur mandat. Et puis, ils ne se rappellent peut-être pas que dans les années 1960 et 1969, le pouvoir d'achat des Malgaches était comparable à celui des étrangers. Le fait d'accuser les anciens régimes n'est qu'un prétexte pour justifier leur mauvaise gouvernance. (L'Observateur, p. 6)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



ENERGIE : LE PRIX REEL DU CARBURANT A MAITRISER

Les tarifs appliqués à la pompe sur les produits pétroliers reflètent déjà la vérité des prix, a indiqué le directeur général de l'Office malgache des Hydrocarbures. Cette vérité des prix devra être maîtrisée face aux différents risques inhérents au prix du baril sur le marché international, qui varie d'un moment à l'autre. Une augmentation de 1 Dollar du prix du baril peut influencer le prix à la pompe par une augmentation de 25 à 30 Ariary par litre. Une éventuelle dépréciation de 50 Ariary peut également augmenter le prix à la pompe de 50 Ariary par litre. Néanmoins, ce responsable de l'OMH estime que le prix des produits pétroliers sur le marché international reste encore modéré. (L'Express de Madagascar, p.7), (Madagascar-Laza, p. 2)

- *La Journée mondiale de l'énergie se déroulera à partir du 4 novembre au Carlton d'Anosy, sous le thème de « L'énergie propre, durable et abordable pour tous à Madagascar. (L'Express de Madagascar, p. 7)*

JIRAMA : GROGNE DES CONSOMMATEURS

Les consommateurs ont peur des coupures de courant en raison des factures impayées. Aussi, le président du Réseau national de défense des consommateurs, Lita Rabetsara, suggère à la société JIRAMA d'accorder des facilités de paiement aux consommateurs pour l'acquittement de leur facture. D'ailleurs, le Réseau effectue une démarche auprès de la Jirama pour résoudre ce problème, mais aussi celui concernant l'installation de compteurs. Sur ce dernier point, des demandes d'installation déposées entre 2003 et 2011 ont déjà reçu un avis favorable. (L'Express de Madagascar, p. 8)

Femmes

4 REPUBLIQUES, 5 PREMIERES DAMES

Le chroniqueur du journal Midi Madagasikara s'intéresse aux anciennes et actuelle Première Dame, « ces personnes de l'ombre de la République que notre culture misogyne repousse au rang même d'élément de décor ». Le statut de la Première dame a changé sans qu'aucun texte en fasse référence, remarque le chroniqueur. Et pour cause, sous la Ière République, l'épouse de Philibert Tsiranana n'a connu aucune ingérence ni dans la vie politique ni dans la vie économique du pays, sauf peut-être sa fonction de présidente de la Croix-Rouge. Sous la Deuxième République, Céline Ratsiraka a fait sa révolution à elle, en consacrant le principe du partage égal des biens en cas de séparation des époux. Elle s'apparentait donc à un deuxième personnage de l'Etat. Avec l'éphémère pouvoir de Zafy Albert, son épouse Thérèse Zafy a contribué à donner une image pieuse et simple de son couple. Lalao Ravalomanana, quant à elle, était davantage préoccupée à tenir les rênes de l'entreprise Tiko. Mais ses obligations ayant dorénavant évolué, une modification de son image et de son rôle se révélera obligatoirement. L'actuelle épouse du président Hery Rajaonarimampianina, de son côté, éblouit par sa beauté. Toujours figurant dans la délégation des déplacements présidentiels, certains prétendent que derrière son charme se cache une force de caractère et de persuasion non négligeables. L'histoire le confirmera ou non. (p. 3)

CENI : UNE INSTITUTION EXCLUSIVEMENT MASCULINE

« Une institution exclusivement masculine », remarque Takoritsika (p. 2), à propos de la formation permanente de la CENI, qui est composée de 8 hommes. Dans l'ancienne CENIT, les femmes pouvaient être fières de la présence de Béatrice Atallah à la tête de l'institution. Mais cette nouvelle composition de la CENI démontre une fois de plus que les ateliers et séminaires sur l'équilibre des genres, organisés essentiellement par les organisations internationales, ont été une perte de temps. Même le président de la République, qui a désigné – et non pas élu – son représentant au sein de la CENI, a opté pour un homme.

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Format de couverture

REVUE ANNUELLE DES PROGRAMMES DU PNUD

La Gazette de la Grande Île consacre une page entière à un article sur la réunion de « Revue conjointe du plan d'action du PNUD Madagascar pour l'exercice budgétaire 2015 », laquelle s'est déroulée du 26 au 28 octobre dernier à Antsirabe. La réunion a rassemblé 76 participants issus notamment du PNUD, du ministère de l'Economie, du ministère de la Justice, celui des Finances, celui de la Communication ou encore les membres de l'Assemblée nationale et le secteur privé. L'objectif de cette revue est d'améliorer la performance et l'efficacité du programme pays du PNUD à Madagascar. En effet, le gouvernement malgache et cette organisation internationale ont développé plusieurs projets, en cours de mise en œuvre au niveau de deux composantes que sont d'une part, la gouvernance démocratique et la consolidation de la paix et d'autre part, le développement durable et inclusif. (p. 9)

Un peu d'humour

L'Express de Madagascar, p. 3



Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu

Mirana RAZAFINDRAZAKA: mirana.razafindrazaka@eces.eu

Site web: www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

